

J'ai grand plaisir à me retrouver ici aujourd'hui et à partager cette tribune avec M. Jaime Serra, ministre du Commerce et du Développement de l'industrie du Mexique et M. Jules Katz, représentant adjoint au Commerce des États-Unis. Il s'agit de ma première allocution depuis que j'ai assumé mes nouvelles responsabilités. Une conférence tenue à Montréal sur le libre-échange nord-américain me semble une occasion idéale de faire mes débuts. Le Canada est un pays qui dépend du commerce; le Québec est une province qui se développe par le commerce; et Montréal est une ville qui a été fondée sur le commerce. Et la question que cette conférence examine constitue un très important défi économique pour notre pays - la conclusion d'un accord de libre-échange nord-américain. La négociation d'un tel accord est une partie intégrante de l'approche commerciale que notre gouvernement suit depuis six ans et demi. Cet accord trilatéral, l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) et les Négociations commerciales multilatérales (NCM) en cours constituent le coeur de notre stratégie pour améliorer la prospérité au pays par le commerce avec l'étranger. La prospérité future de chacune de nos régions en dépend.

Mes nouvelles responsabilités vont m'obliger à m'occuper de questions et de problèmes différents. Les modalités de mes nouvelles fonctions seront certes différentes, mais ma tâche restera fondamentalement la même. Une bonne partie de ce que j'ai réalisé comme ministre des Finances visait à rendre le pays plus concurrentiel. Un pays endetté est un pays affaibli. Un pays aux prises avec l'inflation est un pays affligé. Un pays qui n'attire plus les investisseurs étrangers est un pays appauvri. Et un pays assujéti à une taxe de vente qui favorise les concurrents étrangers et à un impôt sur le revenu qui est inéquitable ou périmé est un pays qui entrave son propre progrès.

Les étrangers nous regardent gérer nos propres affaires. La façon dont nous gérons nos affaires détermine notre compétitivité à l'étranger - en tant que pays exportateur et que destination des investissements. La compétitivité est la clé du succès. La compétitivité nous permet de commercer. Et le commerce nous rend concurrentiels. La compétitivité et le commerce ne sont pas des options qu'une économie moderne a le choix de retenir. Ils sont ce qui rend une économie moderne et prospère. Ce n'est pas là un argument ou une théorie. C'est la réalité. Et ce n'est pas une réalité nouvelle pour le Canada.

Le marché canadien est relativement petit. Vingt-six millions de personnes ne peuvent soutenir une économie prospère. Les économies d'échelle sont inexistantes. Les clients sont trop peu nombreux. Une économie canadienne qui ne s'appuierait que sur son marché intérieur produirait, à des coûts élevés, des biens qui seraient aussi vendus à des prix élevés. Les clients achèteraient en Europe, en Asie ou aux États-Unis - sur des